

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 06/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne
BP 3201
12850 Onet-Le-Château

Références : 12-CRARC-2025-64
Code AIOT : 0006802467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE pour l'année 2025.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ
- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages).

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Sans objet
2	Rejets atmosphériques Chaudières 16,6 MW - Respect des VLE	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8	Sans objet
3	Rejets atmosphériques Chaudières 13,6 MW - Respect des VLE	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 9	Sans objet
4	Rejet eau	AP Complémentaire du 06/12/2019, article 2	Sans objet
5	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 5.3	Sans objet
6	Séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 2.3.2.2	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.3.2	Sans objet
8	Tour de refroidissement - Plan d'entretien préventif	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.5.1	Sans objet
9	Tour de refroidissement - Nettoyage et désinfection	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.5.3	Sans objet
10	Tour de	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	refroidissement - Plan de surveillance	article 6.9.7	
11	Tour de refroidissement - Fréquence des prélèvements et analyses	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.1	Sans objet
12	Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.3	Sans objet
13	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.4	Sans objet
14	Concentration Legionella comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.8.2	Sans objet
15	Tour de refroidissement - Carnet de suivi	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.10	Sans objet
16	Legionella - Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European

Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse

Constats :

Le site dispose de 2 chaudières d'une puissance unitaire supérieure à 5 MW.

L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôles pour chaque chaudière, réalisés par la société Apave le 12/10/2023 pour l'une et le 18/04/2023 pour l'autre.

Les rapports mettent en évidence le débit des rejets et les analyses des teneurs en O₂, CO et NO_x.

Le combustible utilisé est du gaz naturel, les mesures de SO₂ et de poussières ne sont donc pas exigées par la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques Chaudière 16,6 MW - Respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

PARAMETRES	DEBIT (Nm ³ /h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m ³)	FLUX HORAIRE (g/h)	AUTO - SURVEILLANCE	Nombre de contrôles réalisés par un organisme agréé ou spécialisé
CO	18400	100 (1)	1840	Non	1 fois tous les 2 ans
NO _x (exprimés en NO ₂)	18400	225 120 (1)	4140 2208 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

(1) à compter du 01/01/2025

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisée par l'Apave le 12/10/23.

Ce rapport met en évidence le respect des VLE sur le CO et les NOx.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques Chaudière 13,6 MW - Respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

PARAMETRES	DEBIT (Nm ³ /h) (0)	VALEUR LIMITE (mg/m ³)	FLUX HORAIRE (g/h)	AUTO - SURVEILLANCE	Nombre de contrôles réalisés par un organisme agréé ou spécialisé
CO	15100	100 (1)	1510	Non	1 fois tous les 2 ans
NO _x (exprimés en NO ₂)	15100	150 120 (1)	2265 1812 (1)	Non	1 fois tous les 2 ans

(1) à compter du 01/01/2025

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisée par l'Apave le 18/04/23.

Ce rapport met en évidence le respect des VLE sur le CO et les NOx.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejet eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2019, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires déversées dans le réseau d'eaux usées vers la station d'épuration de Cantaranne doivent respecter, avant rejet dans cette station d'épuration, les valeurs limites définies ci-dessous :

- pH : 5,5 à 9,5

	Valeur limite CONCENTRATION (mg/l)	Valeur limite FLUX journalier (kg/j)	Fréquence de l'auto-surveillance (1)	Nombre de contrôles annuels par organisme agréé ou spécialisé
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	3000	4784	J	2
Matières En Suspension Totales (MEST)	900	1170	J	2
Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (DBO ₅)	2000	2600	J	2
Azote global	150	170	3 fois/semaine	2
Phosphore total	50	65	H	2
Zinc	0,8	1,6	T	2

(1) : C pour continue, J pour journalière, H pour hebdomadaire et T pour trimestrielle.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Constats :

Les résultats des analyses des rejets aqueux déclarés sur la plateforme GIDAF entre mai 2024 et février 2025 montrent le respect des fréquences d'analyses et le respect des VLE modulo quelques dépassements sur les paramètres azote global et pH.

Toutefois, ces dépassements représentent moins de 10 % des séries de résultats de chaque paramètre et aucun n'est supérieur au double de la VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser une mesure des niveaux de bruit en limite de propriété et des émergences en zones à émergence réglementée au moins tous les 3 ans. Le rapport correspondant est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le "rapport des niveaux sonores émis" réalisé par la société Apave, en date du 08/07/2024. Le rapport conclut que les niveaux sonores en limite de propriété et les émergences sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 2.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage et parkings doit être aménagé et raccordé à au moins un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné qui doit être mis en place dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les eaux pluviales ainsi collectées sont ensuite déversées dans le réseau communal d'eaux pluviales.
Constats : Le site dispose de 3 séparateurs d'hydrocarbures. L'exploitant a présenté le bordereau de suivi des déchets en date du 20/01/2025 justifiant de la vidange des 3 séparateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues

conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a présenté plusieurs comptes rendus de vérification des installations électriques (certificat Q18) pour les différentes zones de l'établissement. Tous ont été réalisés par la société Apave en juin 2024. Ces rapports précisent que la précédente visite avait été réalisée en juin 2023.

Seul le certificat Q18 du Bâtiment Pâte pressée conclut que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion », du fait d'une unique observation signalée pour la 1ère fois.

L'exploitant a montré, à l'aide de son tableau de suivi des contrôles techniques, que cet écart avait été levé.

Par ailleurs, le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (rapport Q19) réalisé par la société Apave en juin 2024 conclut que « le risque d'incendie est présent » du fait de 6 anomalies.

L'exploitant a montré les éléments justifiant que ces 6 écarts avaient fait l'objet d'interventions pour y remédier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Tour de refroidissement - Plan d'entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

Un plan d'entretien préventif, de nettoyage et désinfection de l'installation, visant à maintenir en permanence la concentration des légionelles dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan d'entretien pour les TAR de l'établissement (nettoyage, traitement biocide, traitement anti-tartre).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Tour de refroidissement - Nettoyage et désinfection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé,
- et en tout état de cause au moins une fois par an, sauf dans le cas des installations concernées par l'article 6.9.6.

Les opérations de vidange, nettoyage et désinfection comportent :

- une vidange du circuit d'eau,
- un nettoyage de l'ensemble des éléments de l'installation (tour de refroidissement, bac, canalisation, garnissage, échangeur...),
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des légionelles a été reconnue ; le cas échéant, cette désinfection s'appliquera à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

[...]

Constats :

Le plan d'entretien de l'exploitant met en évidence le nettoyage annuel des TAR avec les opérations suivantes :

- vidange ;
- nettoyage ;
- injection de biocide.

Par échantillonnage, l'inspection a vérifié que le carnet de suivi de la TAR "Evapo" met en évidence des nettoyages fréquents (dernier nettoyage réalisé le 11/03/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Tour de refroidissement - Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues à l'article 6.9.5. Ce plan est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.

L'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. Les prélèvements pour ces diverses analyses sont réalisés périodiquement par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'apprécier l'efficacité des mesures de prévention qui sont mises en œuvre. Toute dérive implique des actions correctives déterminées par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de surveillance.

L'exploitant relève 2 fois par semaine la conductivité, la dureté et la concentration en Chlore libre.

L'exploitant relève 1 fois par semaine la flore totale (flore mésophile aérobie revivable (FMAR)).

Par ailleurs, le chlore et la conductivité sont suivis en temps réel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Tour de refroidissement - Fréquence des prélèvements et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T90-431 est, pendant la période de fonctionnement de l'installation, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mensuelle pour les installations soumises à autorisation (TAR à circuit ouvert), • bimestrielle pour l'installation soumise à déclaration (TAR à circuit fermé).
Constats : <p>Les déclarations sur la plateforme GIDAF montrent que l'exploitant analyse mensuellement la concentration en Légionelles de ses TAR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse le prélèvement à un laboratoire, chargé des analyses en vue de la recherche des Legionella specie selon la norme NF T90-431, qui répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation, • le laboratoire rend ses résultats sous accréditation, • le laboratoire participe à des comparaisons interlaboratoires quand elles existent.
Constats : <p>Les rapports d'analyse mettent en évidence l'analyse des Légionelles réalisée selon la norme NF T90-431. L'inspection a vérifié que le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.7.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : [...] Le laboratoire d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none"> • coordonnées de l'installation, • date, heure de prélèvement, température de l'eau, • nom du préleveur présent, • référence et localisation des points de prélèvement, • aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt, • pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement, • nature et concentration des produits de traitements (biocides, biodispersants...), • date de la dernière désinfection choc. Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation. [...]
Constats : L'inspection constate par sondage que les certificats d'analyses présentent l'ensemble des informations nécessaires listées ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Concentration Legionella comprise entre 1 000 et 100 000 UFC/l

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent mettent en évidence une concentration en Legionella specie selon la norme NF T90-431 supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en Legionella specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. La vérification de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection est réalisée par un prélèvement selon la norme NF T90-431 dans les deux semaines consécutives à l'action corrective. Le traitement et la vérification de l'efficacité du traitement sont renouvelés tant que la concentration mesurée en Legionella specie est supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. [...]
Constats : La TAR « Evapo » du circuit Concentrateur a connu 2 dépassements de la valeur cible de 1000 UFC/l en 2024 avec des concentrations à 15 000 UFC/l le 06 août et le 02 octobre. Ces dépassements ont conduit l'exploitant à mener les actions correctives suivantes : arrêt de l'installation, nettoyage complet et nouvelles analyses les 20/08 et 15/10/2024.

Ces analyses montrent des concentrations inférieures à 100 UFC/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Tour de refroidissement - Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.10
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les volumes d'eau consommés mensuellement, • les périodes de fonctionnement et d'arrêt, • les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement/conditions de mise en œuvre), • les fonctionnements pouvant conduire à créer temporairement des bras morts, • les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs, • les modifications apportées aux installations, • les prélèvements et analyses effectuées : concentration en légionelles, température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, etc. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la "fiche historique machine" pour la TAR "Evapo". Cette fiche permet de tracer le fonctionnement et l'ensemble des interventions réalisées sur la TAR.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant remplit quotidiennement une fiche "Suivi hebdomadaire tour aéro" où il note, entre autre, les volumes d'eau consommés par la TAR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Legionella - Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2011, article 6.9.11
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1 000 unités formant colonies par litre d'eau en Legionella specie, • les actions correctives prises ou envisagées,

- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en janvier 2025 son bilan annuel 2024 pour le suivi de ses TAR.

Type de suites proposées : Sans suite